



ANALYSE DE L'IHOES N°105

## Le SETCa face à ArcelorMittal

Par Michel Capron

Chercheur retraité de la FOPES-UCL

Retrouvez cette analyse aux pages 271  
à 280 du livre *Cols blancs, Cœur rouge*  
édité par l'IHOES et le SETCa  
Liège-Huy-Waremme !



Dès avant l'annonce par la direction d'ArcelorMittal (AM) de son intention de fermer la phase à chaud à Liège, le SETCa Liège était partie prenante de la lutte des sidérurgistes contre la politique menée par AM dans le bassin liégeois. Je ne reviendrai pas ici sur les actions et manifestations menées en 2002-2003 contre la volonté du groupe Arcelor de fermer les hauts fourneaux 6 (Seraing) et B (Ougrée)<sup>1</sup>. Lors de la reprise d'Arcelor par le groupe Mittal, Lakshmi Mittal avait laissé entrevoir des possibilités de maintien en activité des deux hauts fourneaux et donc de l'ensemble de la phase à chaud à Liège : c'est du moins ainsi que l'avaient interprété les sidérurgistes liégeois. Toutefois, dès 2008, il apparaît qu'au gré des variations de la conjoncture sidérurgique, les deux hauts fourneaux vont servir de variables d'ajustement, étant successivement mis sous cocon puis rallumés, d'où l'inquiétude bien compréhensible des travailleurs et un net accroissement des tensions sociales en 2011<sup>2</sup>.

Début octobre 2011 éclate une grève, notamment pour assurer le maintien de 21 travailleurs temporaires qui seront réintégrés le 11 octobre. Au sein de ce conflit, le SETCa Liège intervient par deux fois par des communiqués de presse. Le premier, en front commun avec la CNE, pose clairement la question de l'avenir de la phase à chaud<sup>3</sup>, en accusant AM de non-respect d'accords longuement négociés, notamment avec la FEM (Fédération européenne des métallurgistes), mal-

<sup>1</sup> Voir à ce sujet M. Capron, « La sidérurgie en Wallonie entre Usinor, Dufenco et Arcelor », *Courrier Hebdomadaire* du CRISP, n° 1786-1787, 2003, p. 71-78.

<sup>2</sup> Voir M. Capron, « Les épreuves de la sidérurgie en Wallonie », dans L. Gracos, « Grèves et conflictualité sociale en 2011 », *Courrier Hebdomadaire* du CRISP, n° 2135-2136, 2012, p. 71-75. Sous-jacents à ces multiples tensions, le sous-investissement chronique de la phase à chaud et les effets du plan *Speed Up* (250 millions d'euros d'économies entre 2009 et 2011) impliquant davantage de flexibilité, de productivité et certaines restrictions salariales. Or, en même temps, les travailleurs n'ont obtenu aucune assurance quant à l'avenir de la phase à chaud.

<sup>3</sup> Communiqué de presse SETCa-CNE : « ArcelorMittal. Le redémarrage est-il encore d'actualité ? », 4 octobre 2011.

gré les efforts significatifs réalisés par les travailleurs. Concrètement, dans le cadre du conflit lié au non-renouvellement des 21 contrats temporaires, le front commun des employés accuse la direction liégeoise de vouloir « réduire les coûts fixes en se débarrassant de contrats temporaires sans avoir envisagé toutes les pistes pour conserver les effectifs »<sup>4</sup>. Quelques jours plus tard, un communiqué de presse du SETCa Liège va plus loin<sup>5</sup> en réclamant non seulement un changement de direction de la politique d'AM, mais aussi le changement de la direction d'AM Liège. Selon Égidio Di Panfilo, secrétaire général du SETCa Liège, « Il faut [...] changer de direction stratégique, mais aussi de direction tout court. Nous nous devons aujourd'hui de dire clairement les choses : la direction générale d'ArcelorMittal Liège n'est pas à la hauteur des tâches qui lui sont confiées »<sup>6</sup>. Cela se vérifie notamment en matière d'options stratégiques, de communication, de négociation, de non-finalisation d'investissements et de gestion des stocks de matières premières et de produits finis. Dès ce moment, le SETCa Liège se montre donc très critique par rapport à la politique menée par AM Liège. Cette critique va aller en s'amplifiant dès l'annonce, le 12 octobre 2011, de l'intention d'AM Liège de mise à l'arrêt définitif de la majeure partie de la phase à chaud (les deux hauts fourneaux, l'agglomération, l'aciérie et les coulées continues).

### Nationaliser la sidérurgie liégeoise ?

Il est clair que le terme de « nationalisation » reste très évocateur dans la mémoire collective ouvrière<sup>7</sup> et est donc susceptible de susciter une réelle mobilisation, comme ce fut le cas entre la mi-octobre et la mi-décembre 2011. Que l'on se réfère au congrès FGTB de 1954 réclamant notamment la nationalisation de l'énergie (charbonnages et électricité) et à l'impact durable de la pensée d'André Renard sur le mouvement ouvrier liégeois, en particulier chez les sidérurgistes et au SETCa, même s'il n'a jamais été question, pour A. Renard, de revendiquer la nationalisation de la sidérurgie elle-même.

Il n'est donc pas étonnant que, dès le 13 octobre, le front commun syndical liégeois demande à Elio Di Rupo de nationaliser la sidérurgie liégeoise : « Les syndicats demandent à l'État d'investir un milliard d'euros pour remettre tous les outils en état et placer des gens compétents à leur tête » selon É. Di Panfilo<sup>8</sup>, en se basant notamment sur l'aide de 4 milliards d'euros accordée à Dexia. Si cette demande procède d'une démarche logique, elle est cependant formulée dans une conjoncture politico-économique qui ne s'y prête manifestement pas. D'une part, le gouvernement fédéral est loin d'être formé et il n'est donc pas possible de répondre directement à la demande syndicale. D'autre part, si l'on comprend l'intention des syndicats – à savoir d'obtenir l'intervention des pouvoirs publics fédéraux dans le cas de la phase à chaud d'AM Liège –, le terme de « nationalisation » est manifestement peu pertinent et ce pour au moins trois raisons. Premièrement, la nationalisation dépend des autorités fédérales et le fait même de poser la revendication déclencherait inévitablement des conflits communautaires<sup>9</sup>. Ensuite, parce que les compétences en matière économique reviennent aux Régions : on aurait donc dû parler de « régionalisation » et s'adresser à Rudy Demotte et Jean-Claude Marcourt. Or, dès le 14 octobre, J.-Cl. Marcourt indiquait que le rôle des pouvoirs publics ne pouvait être celui d'un opérateur industriel et qu'à cet



Détail d'une affiche publiée par le magazine *Pour le Socialisme*, [début des années 1980]. IHOES.

<sup>4</sup> *Ibidem*.

<sup>5</sup> SETCa Liège, « ArcelorMittal Liège : Il est temps de changer de direction ! », communiqué de presse, 7 octobre 2011. Or, on a appris, le 2 août 2012, que le directeur d'AM Liège, J.F. Da Silva vient d'être nommé directeur du site de Fos-sur-Mer, sans doute pour « bons services » rendus. Il sera remplacé par B. Dehut.

<sup>6</sup> *Ibidem*.

<sup>7</sup> Voir par exemple J. Defay, « Le programme belge de réformes de structure de 1954 à l'épreuve de vingt ans de régime néo-capitaliste », dans *Stratégie ouvrière vers une société socialiste*, Liège, Éd. Fondation André Renard, 1973, p. 48-51 et P. Tilly, *André Renard*, Bruxelles, Le Cri, 2005, p. 373-382.

<sup>8</sup> Communiqué Belga, « ArcelorMittal : les syndicats demandent au formateur de nationaliser la sidérurgie liégeoise », 13 octobre 2011.

<sup>9</sup> Il faut se rappeler les violents remous politiques suscités, au début des années 1980, par les aides à la sidérurgie en Wallonie suite à l'appel fait à Jean Gandois pour le sauvetage de Cockerill Sambre (le Plan Gandois date de 1983).



« Marche solidaire pour l'emploi » à Liège, 19 avril 1997. © Devoghel. IHOES.

effet il fallait recourir au privé<sup>10</sup>. Enfin, on ne peut perdre de vue qu'en cas d'éventuelles interventions publiques significatives, la Commission européenne pourrait les considérer comme des aides publiques et donc les interdire<sup>11</sup>.

Entre la mi-octobre et la mi-décembre 2011, le mot d'ordre de « nationalisation » restera cependant fort présent lors des différentes manifestations et actions entreprises par le front commun syndical. Comme on le verra ci-après, le SETCa Liège est en première ligne pour défendre cet aspect des revendications des sidérurgistes. Ainsi, dans un communiqué du 14 octobre<sup>12</sup>, É. Di Panfilo précise les exigences du SETCa :

« [...] nous exigeons que les pouvoirs publics et les partis politiques au gouvernement, ou en passe de l'être, prennent leur responsabilité comme ils l'ont fait pour sauver les banques. Il existe des organes d'investissements publics fédéraux ou régionaux qui ont pour vocation d'être des "opérateurs industriels". Utilisons-les<sup>13</sup> ! »

Dans les jours qui suivent, le SETCa Liège reste dans le sillage de la FGTB Métal (MWB), même si les employés représentent 40 % du personnel d'AM Liège. Un incident est significatif à cet égard. Lors d'une réunion, le 20 octobre, entre les ministres du *kern* fédéral, les ministres régionaux R. Demotte, J.-Cl. Marcourt et Philippe Henry, et les représentants syndicaux du personnel d'AM Liège, on a oublié d'y convier les représentants syndicaux des employés, un oubli dénoncé par É. Di Panfilo<sup>14</sup>.

Lors de la manifestation du 26 octobre à Seraing, la revendication de nationalisation est reprise par Francis Gomez, président de la FGTB Métal Liège-Luxembourg, et appuyée explicitement par les calicots du SETCa. À l'occasion de la manifestation qui réunit 20 000 travailleurs à Liège le 7 décembre 2011, le SETCa Liège réalise une action symbolique en rebaptisant la place Cockerill en « place de la nationalisation » pour souligner, une fois de plus, que le sauvetage d'une sidérurgie intégrée à Liège passe par sa mise sous statut public<sup>15</sup>.

<sup>10</sup> « Ce n'est pas la vocation des pouvoirs publics de jouer ce rôle d'opérateur industriel et ils n'en ont pas les compétences : il faut passer par un reprenneur privé qui disposera des moyens de gérer cette relance » (Interview de J.-Cl. Marcourt, *Le Soir*, 14 octobre 2011). Les déclarations de J.-Cl. Marcourt sont cependant à géométrie variable. Ainsi, *La Libre Belgique* du 15 octobre 2011 cite la déclaration suivante de sa part : « Je n'ai personnellement aucune difficulté idéologique à ce que le reprenneur soit les pouvoirs publics ».

<sup>11</sup> Pour rappel, suite à la non-approbation par la Commission européenne, la Sogepa n'a pu intervenir dans la constitution du capital de Carsid à Charleroi fin 2001. Voir M. Capron, « La sidérurgie en Wallonie entre Usinor, Duferco et Arcelor », *loc. cit.*, p. 35-36.

<sup>12</sup> SETCa Liège, « ArcelorMittal Liège : les intérêts notionnels paieront-ils la fermeture ? », communiqué de presse, 14 octobre 2011. Ce communiqué s'appuie sur le rejet des intérêts notionnels et la dénonciation de leur utilisation par AM. Dans le cas du drame social à Liège, AM pourrait s'en tirer à très bon compte au niveau du plan social, celui-ci étant finalement à charge des contribuables belges. D'où la revendication de l'intervention des pouvoirs publics.

<sup>13</sup> *Ibidem*.

<sup>14</sup> *L'Écho*, 22 octobre 2011.

<sup>15</sup> SETCa Liège, « Inauguration de la Place de la nationalisation », communiqué de presse, 7 décembre 2011.

## Sauver le CRM Group

Le 17 décembre 2011, la presse fait écho du risque de voir AM réduire de 15 % le budget du groupe consacré à la recherche et au développement (R&D)... Dans ce contexte, le SETCa Liège réagit par communiqué de presse<sup>16</sup> après qu'employés et cadres du centre de recherches AC&CS (Advanced Coatings and Construction Solutions), fusionné avec le CRM (Centre de recherches métallurgiques) pour former le CRM Group, aient quitté la salle le 16 décembre, au moment où la direction leur présentait ses vœux. Il s'agit de protester à la fois contre le remplacement d'un directeur de secteur, M. Beugin, et contre les freins mis par AM au développement du CRM Group dont on connaît l'apport indispensable, notamment à la conception d'aciers à très haute valeur ajoutée pour la phase à froid de Liège et pour l'ensemble du groupe. Par ailleurs, le SETCa a interpellé à plusieurs reprises le ministre Jean-Marc Nollet qui, en réaction à la décision d'AM de fermer la phase à chaud, avait bloqué les subsides régionaux au CRM Group. Après négociation, le ministre a débloqué ces subsides fin mai 2012<sup>17</sup>. Enfin, il semble qu'AM ait renoncé à son intention de réduire le budget R&D, comme il ressort de ses dernières propositions d'investissements de juillet 2012 pour les outils « stratégiques » de la phase à froid de Liège et pour la R&D dont il sera question ci-après.

## Les propositions syndicales<sup>18</sup>

Sur base de certains éléments du rapport Laplace<sup>19</sup> et de l'essentiel du rapport Syndex<sup>20</sup>, le front commun syndical a élaboré un plan visant à constituer une sidérurgie intégrée à Liège, indépendante d'AM, en s'inspirant de l'exemple de petits sidérurgistes comme Saarlouis, Salzgitter ou Voestalpine. Ce plan<sup>21</sup>, auquel le SETCa Liège a participé activement, a été présenté à la presse le 25 juin 2012.

Ses principales lignes de force peuvent se résumer comme suit. La sidérurgie intégrée préconisée – indépendante d'AM – suppose une phase à chaud garantissant des aciers de qualité à la phase à froid. À cet effet, il y a lieu de procéder par la voie fonte (les hauts fourneaux) dont la qualité reste supérieure à celle de la voie électrique (mise en avant par le rapport Laplace). La phase à chaud liégeoise dispose des outils adéquats pour la voie fonte, lui permettant d'alimenter correctement les outils de la phase à froid susceptibles d'appliquer les innovations issues de la R&D du CRM Group et indispensables pour le déploiement de l'aval sidérurgique. À cela viennent s'ajouter deux éléments importants : la nécessaire création d'une nouvelle centrale électrique via la rénovation de l'unité de Seraing avec possibilité d'une unité de biomasse à Ougrée, ainsi que la reconstitution d'un réseau commercial performant. La gouvernance de cette sidérurgie intégrée repose sur trois piliers. D'une part, une société patrimoniale (ou « ensemblier régional ») mettant à disposition les installations et équipements contre une rémunération fixe et dont les membres pourraient être des représentants de la Région wallonne, de la SRIW, de Meusinvest, de sociétés d'assurances,

**Mda**  
L'info des jeunes

**Nous sommes  
tous  
des enfants  
de Cockerill !**

Gilbert • Marie • Régine • **Alain-Franck Mertens** • Jean-Louis • Valérie • Alain • Léon  
Evelyne • Gaston • Laurette • Larissa • Catherine • Pascal • Suzette • Luigi • Massimo Luc  
**Alain Mathot** • Isabelle • Antoine • Daniel • Odette • Charlotte • Roger • Josiane • Lisa  
Bruno • Vincent • Sergio • Mohamed • Bernard • Hugues • **Isabelle Simonis**  
Etienne • Jean-Marc • Dany • Marcelle • Jacqueline • Youssouf • Laurence  
**Evelyne** • Gaston • Laurette • Larissa • Catherine • Pascal • Suzette • Luigi • Massimo Luc  
Thierry • Pierre-Philippe • Pierre • Nadine • Karim • Cécilia • Jean-Louis • Jean-Pierre  
Françoise • Etienne • Ridha • Marc • Eve • Marcel • Jacques • Pedro • Christine • Orlane  
Gilbert • Marie • Joseph • Jean-Michel • Jean-Louis • Valérie • Tina • Ramon  
Thierry • Pierre-Philippe • Pierre • Nadine • Karim • Cécilia • Jean-Louis • Jean-Pierre  
Etienne • Jean-Marc • Eva • Line • Gaston • Laurette • Larissa • Catherine • Pascal  
Evelyne • Gaston • Laurette • Larissa • Catherine • Pascal • Suzette • Luigi • Massimo Luc  
Françoise • Etienne • Ridha • Marc • Eve • Marcel • Jacques • Pedro • Christine • Orlane  
Thierry • Pierre-Philippe • Pierre • Nadine • Karim • Cécilia • Jean-Louis • Jean-Pierre  
Etienne • Jean-Marc • Eva • **Le Conseil d'Administration de la Mda** • Laurence  
**Marc Lafontaine** • Eve-Line • Gaston • Laurette • Larissa • Catherine • Pascal  
Evelyne • Gaston • Laurette • Larissa • Catherine • Pascal • Suzette • Luigi • Massimo Luc  
Françoise • Etienne • Ridha • Marc • Eve • Marcel • Jacques • Pedro • Christine • Orlane  
**Le Comité des Jeunes** • Jean-Louis • Valérie • **Tina** • Ramon  
Gilbert • Michael • Vanessa • Kevin • Andréa • Luca • Alain • ...

**LES JEUNES SE MOBILISENT**

Editeur responsable : Alain Mathot - Mda Qual des Cockerill, 21/23 4101 - Jemeppe

Tract publié par le Centre d'information et de documentation pour jeunes Mda L'info des jeunes de Jemeppe, en solidarité avec les travailleurs d'ArcelorMittal, [2011]. IHOES.

<sup>16</sup> SETCa Liège, « Hold-up sur la recherche à Liège », communiqué de presse, 19 décembre 2011.

<sup>17</sup> « Des subsides pour la recherche », *La Ligne Rouge*, n° 10, avril-juin 2012, p. 3.

<sup>18</sup> Il est à noter que, le 8 juillet 2011, le front commun syndical avait adressé à L. Mittal une lettre reprenant de manière circonstanciée un ensemble de revendications et de propositions syndicales sous l'intitulé : « De larges ambitions pour le bassin sidérurgique liégeois ». La direction d'AM Flat Carbon Europe (MM. Himpe, son CEO, et Blaffart, directeur des ressources humaines) avait accusé réception de cette lettre le 18 juillet, se limitant à se référer au dialogue social établi avec la FEM.

<sup>19</sup> Laplace Conseil, *L'avenir de la sidérurgie de Liège*, 16 janvier 2012.

<sup>20</sup> Syndex, *L'avenir de la sidérurgie à Liège. Axes structurants d'une politique industrielle pour le développement d'une sidérurgie en Wallonie*, mai 2012.

<sup>21</sup> « Sidérurgie : propositions syndicales alternatives à la fermeture », 25 juin 2012. Il s'agit d'un dossier déposé en front commun syndical CSC-FGTB (ouvriers-employés-cadres).

d'intercommunales, de villes et communes intéressées, de groupes industriels et bancaires, du monde académique et d'organes de formation. D'autre part, une société de gestion assurant la gestion opérationnelle et l'affectation des moyens pour l'ensemble du bassin sidérurgique. Enfin, un comité d'orientation stratégique comprenant la direction générale, les dirigeants de l'ensemblier régional et les représentants syndicaux, comme lieu d'information, de suivi et de validation des propositions à soumettre au conseil d'administration. Les besoins de financement sont évalués à court terme à quelque 300 millions d'euros (les coûts de redémarrage, les investissements dans les outils de la phase à froid, les centrales électriques) ; à moyen terme, la participation au programme Ucos, qui pourrait être financée, du moins en partie, par des fonds européens<sup>22</sup>, reviendrait à 310 millions d'euros.

## Les obstacles au plan syndical

Solidement argumentées, les propositions syndicales se heurtent cependant à d'importants obstacles car elles présupposent la cession – ou à tout le moins la mise en location – par AM de l'ensemble des outils de la sidérurgie intégrée, donc des phases à chaud et à froid. Dès lors, le principal obstacle – et le plus difficilement surmontable –, c'est la volonté maintes fois réaffirmée de la direction d'AM de fermer définitivement la phase à chaud à Liège (hormis la cokerie et le train à large bande –TLB – de Chertal) et le refus de la céder, tout en affirmant sa volonté d'assumer les coûts de dépollution des sols concernés, une fois démantelée la phase à chaud. En outre, pour AM il est encore moins question de céder la phase à froid qu'il veut continuer à alimenter via Dunkerque et, en partie, Chertal.

Il apparaît donc qu'il ne suffit pas de démontrer, à la suite de Syndex, la non-pertinence de la décision d'AM pour amener le groupe à revenir sur sa décision. Par ailleurs, entamer des procédures juridiques à l'encontre d'AM est possible, mais sur une longue durée et sans certitude d'obtenir gain de cause : cette piste s'avère en fait impraticable. Syndex suggère une location/*leasing* des outils et des terrains qui se heurte au refus d'AM. On pourrait aussi imaginer une séparation à l'amiable pour laquelle le front commun estime disposer d'arguments : le coût de la dépollution et le coût d'un plan social, des pénalités en cas de non-reprise de l'outil, le non-octroi de nouveaux quotas CO<sup>2</sup>, la constitution d'un fonds régional destiné à compenser les pertes d'emplois, les obligations d'AM en cas de rupture de contrats avec ses fournisseurs. Cette voie pourrait être négociée, mais les chances de succès sont fort minces. Resterait la voie conflictuelle : la mise en difficulté d'AM à Liège, la mise en cause de son image internationale, la mise en évidence de la surévaluation de l'action AM et du non-respect de sa charte d'entreprise citoyenne. C'est dans cet esprit que, le 30 juin, place Saint-Lambert, des syndicalistes ont dénoncé la décision d'AM avant le départ du Tour de France et joué une saynète symbolique devant des milliers de spectateurs. Par ailleurs, le 24 juillet, le front commun syndical liégeois a envoyé un courrier à Jacques Rogge, président du Comité international olympique pour exprimer leur écœurement et dénoncer vivement le choix de L. Mittal pour porter la flamme olympique à Londres à la veille des Jeux olympiques, alors que celui-ci « apparaît comme l'un des plus grands massacreurs d'emplois de l'histoire industrielle »<sup>23</sup>. Enfin, se pose la question de trouver un réel opérateur industriel qui puisse assurer la gestion de cet ensemble sidérurgique intégré, dans une conjoncture qui est loin d'être porteuse.



Affiche du SETCa Liège, octobre 2011. IHOES.

<sup>22</sup> Selon les dires du commissaire européen à l'industrie, A. Tajani. Voir *L'Écho*, 6 juillet 2012.

<sup>23</sup> Voir *L'Écho*, 25 juillet 2012.

Ces obstacles ne pourraient être surmontés, selon le front commun syndical, que par la volonté de négocier avec AM et l'engagement financier des pouvoirs politiques, essentiellement au niveau régional<sup>24</sup> et communal (la participation à l'ensemblier régional), mais aussi via des pressions conjointes exercées par les gouvernements français, belges et luxembourgeois, pays dont un ensemble d'installations sont menacées par la politique d'AM<sup>25</sup>. Enfin, au niveau syndical, la mobilisation doit se poursuivre et s'étendre au niveau européen via la FEM.



Le front commun syndical profite du départ du Tour de France depuis Liège pour mener une action fortement médiatique et porter atteinte à l'image internationale d'ArcelorMittal. IHOES, Fonds SETCa LHW.

## La stratégie d'ArcelorMittal par rapport au bassin liégeois

Le groupe AM n'a pas tardé à réagir au plan syndical, et ce à trois niveaux différents, dont voici les grandes lignes. Un premier volet concerne, au niveau du groupe en Europe, un plan de réduction des effectifs dans les fonctions de « support » (notamment les ressources humaines, le secteur commercial, le contrôle de gestion, les finances, la sûreté industrielle, la logistique et les achats). Ce plan Leap a été présenté officiellement<sup>26</sup> au Comité d'entreprise européen (CEE) le 11 juillet 2012. La sidérurgie liégeoise sera touchée et, d'après des informations ultérieures<sup>27</sup>, quelque 219 emplois pourraient être concernés<sup>28</sup>. Le SETCa Liège a réaffirmé son opposition à ce nouveau projet de restructuration alourdissant d'autant les pertes d'emplois et rappelé les interventions des représentants SETCa et MWB-FGTB lors de ce CEE<sup>29</sup>.

Le deuxième aspect de la stratégie d'AM présentée aux syndicats le 12 juillet, consiste, outre la réaffirmation de sa volonté de fermer la phase à chaud, à annoncer des investissements conséquents dans les outils « stratégiques » de la phase à froid, dans le fer-blanc et dans l'énergie, ainsi que le maintien de son soutien au CRM Group. Ces investissements concernent tout d'abord les outils « stratégiques » de la phase à froid pour l'automobile (le recuit continu de Kessales comprenant notamment une ligne utilisant la technologie du revêtement sous vide initiée par Arceo ; Eurogal pour le galvanisé au trempé et le HP5 de Marchin pour l'électrozincage), mais aussi les tôles fines pour le fer-blanc (Tilleur) et la galvanisation-peinture pour le bâtiment (Galva VII et la LP2 à Ramet ou « Combiline »). D'autre part, en matière d'énergie, après la suppression des deux centrales actuelles, AM investirait dans de nouvelles chaudières et une

<sup>24</sup> Une rencontre a eu lieu le 5 juillet 2012 avec le gouvernement wallon. À l'issue de celle-ci, un groupe de travail a été constitué pour élaborer un *business plan* et le gouvernement wallon s'est engagé à rencontrer rapidement la direction d'AM pour l'obliger à clarifier ses objectifs et lui soumettre ses revendications et celles des sidérurgistes. Voir *Le Soir*, 6 juillet 2012. Pour ce qui est de l'engagement financier, la prudence s'impose eu égard aux règles de la Commission européenne en matière d'aides publiques.

<sup>25</sup> Ces gouvernements se disent décidés à trouver des moyens pour éviter les fermetures programmées par AM. Les trois ministres de l'Industrie se réuniront à cet effet à la mi-septembre. Voir *Le Soir*, 17 juillet 2012 et *Metal Bulletin*, 19 juillet 2012.

<sup>26</sup> L'intention d'AM était déjà connue officieusement. D'où la réaction rapide et sans ambiguïté du SETCa Liège : « Mittal confirme l'abandon de Liège : Projet LEAN ou LEAP : c'est non ! », communiqué de presse, 4 juillet 2012.

<sup>27</sup> Voir *L'Écho*, 25 juillet 2012.

<sup>28</sup> Au final, 214 postes d'employés et de cadres seront touchés. D'où une perte globale de 795 emplois à la suite de la décision de fermeture de la phase à chaud. Voir *L'Écho*, 1<sup>er</sup> août 2012.

<sup>29</sup> SETCa Liège, « Mittal précise son désinvestissement de Liège : Notre discours malheureusement confirmé ! », [tract], 12 juillet 2012.

centrale TGV. L'ensemble de ces investissements atteindrait 138 millions d'euros<sup>30</sup>. En matière de R&D, AM maintient sa contribution annuelle de 15 millions d'euros sur la période 2011-2015. AM s'engage également à améliorer l'approvisionnement en brames ou *coils* à partir de Dunkerque<sup>31</sup>. Enfin, notons que les autres outils de la phase à froid (les Galva IV et V de Flémalle, la LP3 de Ramet et les lignes HP3 et HP4 de Marchin), considérés comme non-stratégiques, verront leur production dépendre de la demande du marché et de leurs performances (flexibilité, coûts, qualité) : ils deviendraient donc des variables d'ajustement, comme l'ont été les deux hauts fourneaux. Les syndicats restent donc très dubitatifs face à ces projets, comme le formule É. Di Panfilo pour le SETCa Liège : « On ne peut pas croire aux promesses d'investissements d'un groupe qui est endetté à hauteur de 23 milliards de dollars. Et ce, alors qu'on s'attend à une nouvelle vague de licenciements dans les fonctions de support, qui pourrait toucher 300 employés »<sup>32</sup>.

Enfin, le dernier aspect de la stratégie d'AM concerne la dépollution des 120 ha occupés par les outils de la phase à chaud après leur « déconstruction ». AM affirme vouloir assumer les quelque 800 millions d'euros de coût de cet assainissement, qui permettrait la réutilisation de ces sols dans le cadre du redéploiement d'activités économiques<sup>33</sup>. À cet effet, AM propose une structure de concertation – qui pourrait être la Foncière liégeoise – financée à parité avec les pouvoirs publics wallons. Les travaux d'assainissement seraient pris en charge par Ambre, la société de régie foncière d'AM. Tout ceci implique donc, dans le chef d'AM, à la fois la fin de la procédure Renault et la disparition définitive des outils de la phase à chaud mis à l'arrêt.

## La lutte continue

Il ressort des propositions d'AM que le groupe cherche à apparaître comme une entreprise citoyenne, soucieuse – au-delà des restructurations qu'elle juge nécessaires<sup>34</sup> – du redéploiement économique du bassin liégeois en y associant les pouvoirs publics régionaux. Une rencontre entre le gouvernement wallon et la direction d'AM a eu lieu le 20 juillet, mais le résultat en reste inconnu jusqu'à présent. La direction d'AM a rencontré les syndicats le 26 juillet 2012 afin d'explicitier plus précisément ses propositions. Elle s'est engagée à maintenir les outils à l'arrêt sous cocon jusqu'en fin août<sup>35</sup> pour laisser le temps à la Région wallonne d'élaborer le *business plan* lié aux propositions syndicales de maintien d'une sidérurgie intégrée à Liège. Or le 31 juillet, le conseil d'administration d'AM Belgium, ayant pris acte de la clôture de la phase d'information et de consultation de la procédure Renault le 26 juin, a confirmé la fermeture des outils concernés de la phase à chaud et porté à 795 le nombre de pertes d'emplois. Il n'a pas non plus envisagé d'ouvrir une procédure Renault pour les 214 pertes d'emplois supplémentaires suite à l'application du plan Leap. Ce même 31 juillet, AM a notifié aux services du Forem sa décision de licencier 795 travailleurs, ce qui lui permet de procéder effectivement à ces licenciements à partir du 1<sup>er</sup> septembre. Le front commun syndical a immédiatement fait parvenir au Forem une lettre d'opposition et de réclamation qui a pour effet de bloquer pendant deux mois le recours, par AM, aux licenciements effectifs. Les syndicats reprochent à la direction d'AM de ne pas avoir respecté les objectifs de la phase 1 de la procédure Renault (la phase de consultation et d'information) en refusant d'analyser le plan alternatif que lui avait soumis le front commun syndical. Ils accusent aussi AM d'avoir, en cours de procédure, accru de 214 personnes (les effets du plan Leap) le nombre de travailleurs concernés par les pertes d'emplois sans ouvrir à cet effet une nouvelle procédure Renault.



Autocollant, 2011. IHOES.

<sup>30</sup> Voir *L'Écho*, 14 juillet 2012.

<sup>31</sup> Il reste qu'un certain flou subsiste quant au taux d'utilisation des capacités de production du TLB de Chertal. Il demeure en activité sans être cependant saturé, comme un élément de flexibilité en fonction de la programmation des productions de la phase à froid.

<sup>32</sup> Cité dans *Le Soir*, 14 juillet 2012.

<sup>33</sup> À cet égard, AM propose d'octroyer 19,3 millions d'euros au redéploiement économique, le même montant étant attendu de la part de la Région. Ce faisant, AM entend s'exonérer de toute pénalité ou engagement du passé.

<sup>34</sup> La perte opérationnelle de 340 millions d'euros au premier semestre 2012 dans le secteur des aciers plats en Europe ne fait que conforter AM dans sa décision.

<sup>35</sup> Pour l'instant, il n'y a donc pas d'extinction définitive des *cowpers* ni des batteries du haut fourneau B.

Le 27 août a eu lieu une réunion entre syndicats et direction d'AM. Le SETCa Liège a convoqué, à cette occasion, une assemblée générale devant le centre Acier à Flémalle, à la fois pour marquer son refus d'entériner la clôture de la phase 1 de la procédure Renault par AM et de négocier tout plan social : la priorité du SETCa Liège reste le maintien d'une sidérurgie intégrée à Liège. Cela implique, pour le SETCa Liège, à la fois la confirmation par AM des montants et des délais des investissements prévus pour la sidérurgie à froid, mais aussi le refus des suppressions d'emplois supplémentaires<sup>36</sup>. Dans le même sens, les syndicats envisagent le dépôt d'une plainte auprès de l'Auditorat du travail pour obtenir l'ouverture d'une nouvelle procédure Renault à propos des 214 licenciements supplémentaires. Enfin, les syndicats entendent qu'AM prenne en compte le *business plan* attendu de la part de la Région wallonne qui traduira le plan alternatif des syndicats en un plan industriel.

Face à la stratégie habile d'AM (l'annonce des investissements dans le froid notamment), qui surgit comme par hasard en période estivale, les sidérurgistes n'ont pas le choix : il faut continuer la lutte en l'étendant au niveau européen. Il n'est pas acceptable que les outils de la phase à chaud de Liège – comme les installations visées à Florange et au Grand-Duché – soient sans plus rayés de la carte sidérurgique. Toutefois, au vu des propositions d'AM, la lutte pour une sidérurgie intégrée et indépendante à Liège s'avère sans doute extrêmement difficile. Jusqu'à présent, le SETCa Liège – à la fois de manière autonome et dans le sillage de la FGTB Métallurgistes Wallonie Bruxelles (MWB) – a fait preuve d'une réelle combativité et ce n'est pas le moment de baisser les bras.

Dans le pire des cas, s'il s'avère que AM parvient à ses fins (comme cela semble être le cas), il resterait au moins quatre fronts, outre l'obtention d'une procédure Renault pour les 214 pertes d'emplois supplémentaires, sur lesquels la lutte devrait continuer et où le SETCa Liège pourrait être amené à jouer un rôle important : retirer un maximum du plan social<sup>37</sup> que devrait assumer AM ; obtenir, outre le maintien dans de bonnes conditions du TLB de Chertal et de l'approvisionnement à partir de Dunkerque, la pérennisation des emplois ; assurer celle des outils de la phase à froid (y compris les outils non stratégiques) ; et garantir l'application en Wallonie des innovations résultant des recherches d'un CRM Group renforcé. C'est que l'avenir de la sidérurgie en Wallonie se trouve dans la production et la vente des différents aciers technologiques, à très haute valeur ajoutée, susceptibles de constituer des niches, c'est-à-dire des marchés d'avenir, notamment pour les clients du secteur automobile, du fer-blanc et de la construction. Le savoir-faire et les compétences des ouvriers et employés de la sidérurgie liégeoise méritent ce combat.

Tout au long du conflit contestant la stratégie d'AM Liège visant à fermer la phase à chaud, on aura remarqué que depuis la mi-octobre 2011, notamment au travers de ses communiqués de presse, mais aussi par sa participation aux arrêts de travail, aux manifestations et à diverses actions, le SETCa Liège s'est trouvé en première ligne. Il est apparu maintes fois de manière autonome (notamment dans le cas du conflit au CRM Group), mais aussi en appui des positions de la FGTB MWB liégeoise. Nul doute que, dans le contexte actuel, le SETCa Liège sera, une fois de plus, à la hauteur des enjeux qui se profilent et qui conditionnent l'avenir de la sidérurgie à Liège mais aussi en Wallonie.

28 août 2012

<sup>36</sup> Selon É. Di Panfilo, secrétaire général du SETCa Liège, cité dans *L'Écho*, 28 août 2012.

<sup>37</sup> La direction d'AM souhaite entamer, dès le 27 août, la discussion des modalités du plan d'« accompagnement » du personnel concerné, c'est-à-dire du plan social, avec les organisations syndicales.